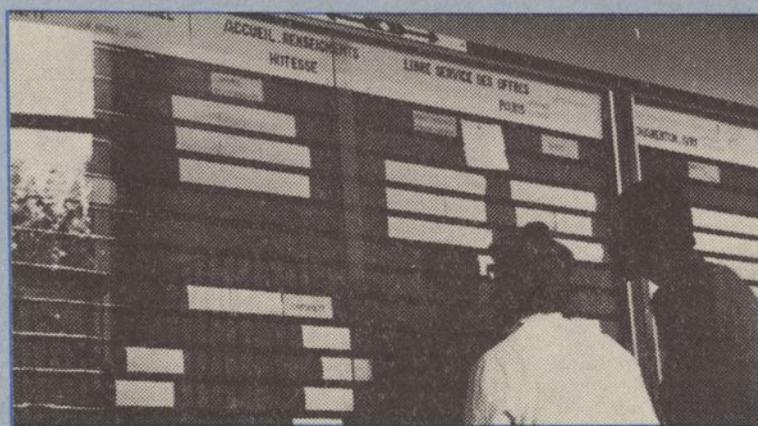


منبر العامل

التونسي الجزائري المغربي

NOVEMBRE 1978 Mensuel de la C G T pour les travailleurs Tunisiens, Algériens, Marocains

N° 90 - 1 F



**POUR LE SALAIRE OU L'EMPLOI
POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL
POUR LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT
TOUS SE TROUVENT DANS L'ACTION**



QUE VIVE LA TRIBUNE !

Ami lecteur, tu as pris l'habitude de recevoir ce journal. Edité par la C.G.T., il t'apporte au fil des mois les informations et les réflexions qu'inspirent aux militants algériens, marocains et tunisiens de la C.G.T., les événements en France et ceux du pays d'origine.

Nous voulons mieux correspondre aux préoccupations actuelles qu'éprouvent les travailleurs dans la vie quotidienne ainsi qu'aux questions

que pose l'évolution de la situation économique et sociale.

Aussi nous avons décidé de modifier la présentation et le contenu de notre journal. Ce sera donc le dernier numéro que tu recevras sous cette forme. Dès le mois prochain, tu pourras faire connaissance avec la nouvelle formule des journaux en langue maternelle de la C.G.T. Elle prendra plus le caractère d'une revue.

Nous te proposons de soutenir nos efforts. Les militants de la C.G.T. te proposeront d'acheter ce nouveau journal pour le prix de 2 Frs ou de t'abonner à cette nouvelle revue (20 Frs pour 10 numéros).

Nous sommes convaincus que tu répondras à notre appel.

Alors à bientôt !

Chronique juridique

L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL A TOUS LES NIVEAUX POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

I. — LE CODE DU TRAVAIL RECONNAIT AUX IMMIGRÉS LE DROIT DE SE SYNDIQUER, D'ÊTRE ÉLUS DÉLÉGUÉS ET DE DIRIGER LE SYNDICAT.

a) Les travailleurs immigrés comme tous les salariés, ont le droit **d'adhérer** à un syndicat et d'exercer une activité syndicale.

b) Ils peuvent aussi être présentés par les syndiqués de leur atelier ou de leur chantier (la section syndicale) pour être **délégués du personnel** ou **élus du Comité d'Entreprise** ou d'établissement. La loi exige seulement qu'ils sachent « s'exprimer en français », c'est-à-dire qu'ils parlent un peu le français. (Attention, il n'est pas nécessaire de savoir lire et écrire, ce n'est pas au patron de juger lui-même).

Il est possible aussi qu'un immigré soit nommé par son syndicat comme « représentant syndical » pour assister aux séances du C.E. ou encore pour être membre du Comité d'Hygiène-Sécurité (C.H.S.).

c) La loi du 27 décembre 1968 n'avait pas introduit de discrimination et permettait de désigner un travailleur immigré comme délégué syndical. Il est à ce titre chargé de représenter devant l'employeur la section syndicale de l'entreprise et d'assister les délégués du personnel.

d) La loi de 1975 a reconnu aux immigrés le droit d'être officiellement **dirigeants du syndicat**, que ce soit au niveau de l'entreprise, des unions locales et départementales, ou des fédérations (métallurgie, bâtiment, chimie, etc...) ou de la confédération.

Mais l'on se heurte encore à des restrictions :

— Pour être officiellement dirigeant syndical, il faut travailler en France depuis cinq ans (au moment du choix par les syndiqués) ;

— Les immigrés ne doivent pas représenter plus du tiers (1/3) des membres de la direction du syndicat.

Remarque : Dans la pratique, seuls les noms des principaux dirigeants du syndicat sont communiqués (pour information) à la mairie ou à la préfecture ; pour les autres, il n'y a donc pas à respecter de limitation.

Ces restrictions sont d'ailleurs contraires au droit international.

En effet :

1) Elles ne sont pas applicables aux travailleurs des pays de la C.E.E. (1) d'après les « règlements européens » invocables directement en France.

2) Elles sont contraires aux accords d'Evian (Algérie) et aux « accords d'établissement » conclus avec les pays d'Afrique au sud-sahara (Sénégal par exemple).

3) Elles contredisent la convention de l'Organisation Internationale du Travail sur la liberté syndicale (2) qui réserve aux syndiqués le droit de choisir qui doit être dirigeant.

e) **Délégués mineurs :**

Dans les mines, des « délégués-mineurs » sont élus tous les trois ans. Ils sont les représentants élus des mineurs, chargés tout spécialement d'une mission de contrôle dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité. Les immigrés peuvent élire leurs délégués-mineurs dans les mêmes conditions que les Français, qu'ils soient ouvriers de fond ou de la surface, mais ils ne sont pas éligibles.

f) **Prud'hommes :**

Les immigrés sont électeurs, mais ils ne peuvent pas être conseillers prud'hommes (c'est-à-dire juges élus par les travailleurs) pour les procès liés à un contrat de travail. Qu'il s'agisse des délégués-mineurs ou des prud'hommes, **la Charte revendicative de la C.G.T. revendique l'égalité complète des droits.**

II. — INDÉPENDANCE DE L'ORGANISATION SYNDICALE.

Dans le droit français, le syndicat est d'abord indépendant des pouvoirs publics : ses dirigeants sont choisis par les syndiqués, et eux seuls, et le gouvernement ne pourrait pas imposer l'adhésion à un parti politique officiel par exemple. D'autre part le syndicat doit être indépendant du patronat : la loi interdit expressément au chef d'entreprise d'employer « des moyens de pression » soit en faveur d'une organisation syndicale « maison », soit contre une autre organisation syndicale, cela sous peine de sanctions

pénales (4). Il est interdit par exemple à un patron de prélever les cotisations syndicales sur les salaires, ou d'imposer une carte syndicale.

a) **Protection des délégués contre les licenciements.**

Un patron ne peut pas licencier un délégué du personnel ou un membre du C.E. sans l'accord du C.E. ou de l'Inspecteur du travail. Cette protection s'applique bien sûr aux immigrés. Elle concerne aussi les délégués hygiène et sécurité. Le patron doit d'abord demander l'autorisation du C.E. ; après le refus du C.E., il lui est interdit de licencier sans l'autorisation de l'Inspecteur du travail. (Attention : les anciens élus sont protégés pendant six mois, et les candidats du premier tour (non élus) pendant trois mois).

Le délégué syndical ne peut pas être licencié sans l'autorisation de l'Inspecteur du travail (les anciens délégués sont protégés pendant six mois).

Que faire si le délégué est licencié irrégulièrement ?

Il faut demander sa **réintégration** au « juge des référés ».

b) **Protection des immigrés contre les expulsions.**

L'exercice du droit syndical ne peut en aucun cas servir de fondement légal à une mesure d'expulsion. La Cour de Justice Européenne l'a proclamé dans l'affaire Rutili pour les travailleurs des pays de la C.E.E. ; cela est vrai pour tous les immigrés : le Conseil d'Etat annulerait une expulsion motivée par l'activité syndicale, et accorderait certainement le sursis à exécution, comme il l'a fait pour les militants des foyers de la SONACOTRA qui avaient été expulsés en avril 1976 et qui ont pu revenir en France à la suite du combat mené par la C.G.T. pour Moussa Konate.

(1) Le règlement C.E.E. 1612/68 modifié le 9 février 1976 prévoit expressément « l'accès aux postes d'administration ou de direction d'une organisation syndicale » (invocable par les travailleurs de : Italie, Belgique, Hollande, Luxembourg, Rép. Féd. d'Allemagne, Irlande, Grande Bretagne, Danemark).

(2) Convention n° 87, ratifiée par la France en 1951.

Fêtes de fin d'année.

A l'occasion des fêtes de fin d'année, la compagnie Air France assure de nombreux vols supplémentaires vers votre pays d'origine au départ de Paris, Lyon, Marseille et Lille. Selon les demandes, d'autres vols pourront être étudiés au départ de certaines villes de province.

Pensez à vos vacances, réservez vos places à l'avance. Dès maintenant, renseignez-vous auprès des Agents de voyages ou des agences Air France.

AIR FRANCE 

وتطبيقه بواسطة تنشيط عاجل للنضالات على جميع المستويات . ان النضالات المطلوبة ، التي قامت به الس - ج - ت . في غالب الاحيان ، أصبحت واسعة ومتعددة ، وقد أنجز عنها تحقيق نجاحات متعددة . غير أن خطورة الوضع (مشكلة التشغيل ، وكذلك سياسة التقشف ، الاعتداءات المتكررة على الحقوق النقابية ، والاختار الناجمة عن عدم تجديد بطاقات الشغل والعمل ٠٠٠ الخ) تفرض علينا الاكثار من المبادرات المتعددة ، وعلى جميع المستويات الضرورية (الفروع المهنية ، الجهة المحافظة ، على الصعيد القومي) مع العمل على أن نقوم بها في كنف أكبر وحدة ممكنة . لقد قررت الهيئة التنفيذية للس - ج - ت ، بالاعتماد على الاف المبادرات المتنوعة ، اعطاء صدى كبير للحركة المطلوبة . وسيتم ذلك يوم ١٥ نوفمبر ٧٨ الذي سيكون فرصة لـ :

- تقييم النضالات والنجاحات التي تم تحقيقها ،
 - التعريف بمقترحات الس - ج - ت . والتدخل لدى الحكومة ومنظمة الاعراف ، وتنويع المبادرات على جميع المستويات ،
 - معالجة الوسائل التي تخول اعطاء صدى أوسع وأكثر جماهيرية للعمل النقابي حتى يتم ضمان الحق في العمل .
- « تدعو الهيئة التنفيذية كافة تنظيمات الس - ج - ت . لكي تتخذ من الآن كافة التدابير لكي تعطي أكبر صدى لهذا اليوم النضالي الحيوي » .



- لاجينيرال سوكريار - مرسيليا - ١٨ سبتمبر ١٩٧٨

يريد العرف طرد ١٨٠ عاملا ، وهو يقوم بمساومة عنصرية مخجلة ، اذ انه يقترح طرد العمال المهاجرين الجزائريين بالدرجة الاولى . وقد كان جواب العمال واضحا : الشغل للجميع ، لا للطرد .

« تتطلب النجاعة في العمل النقابي ضغطا مطالبيا كبيرا على كافة المسؤولين على تعطيل المفاوضات وعلى خطورة الوضع الذي يوجد عليه اقتصادنا » .

هذا التحليل الذي قامت به الس - ج - ت . والذي أكدته مؤخرا اجتماع الهيئة التنفيذية المنعقد يومي ٣ و ٤ أكتوبر ، سيتم السير حسب



وللنضال الموحد للشغالين المغاربة ومنظمتهم النقابية س . ج . ت . وبهذه المناسبة قرر ١٨ عاملا مغربيا الالتحاق بصفوف النقابة والانخراط بالاس - ج . ت . بمناسبة تقديم كراس المطالب في المدة القادمة ، سيتم طرح القضايا التي اثيرت خلال اللقاء على الادارة مثل الاجور ، وترتيب العقوبات ، والتنقلات ، وعقود التكوين . لقد سمح هذا اللقاء بتمتين روابط الصداقة بين العمال الفرنسيين والمغاربة .

يوم الاحد ١٧ قام رفاق المجلس النقابي - للفوس ٩ - بزيارة للعمال المهاجرين القاطنين بحي - بال فوريار وقد شارك في هذا اللقاء الاخوي العديد من المسؤولين النقابيين . ان الفرع النقابي بقيامه بهذه المبادرة اراد الاطلاع على عين المكان على الانجازات التي تم تحقيقها في ميدان السكن ، بعد القضاء على البرارك - يعد حي - بال فوريار - الكائن - بدوست وارندن - نتيجة هامة للعمل

مهلة شهرين للوصول الى حل بواسطة التفاوض .

كما اجبرت - الاديف - في فال دي مارن - على فتح مفاوضات عامة حول المبينات على اثر نضالات عدة .

صحيح ، انه لم يقع فض كافة المشاكل ، غير ان ما وقع يقيم الدليل على انه في الامكان اجبار السلطة وادارات الجمعيات على التراجع في بعض الامور ، وذلك يتطلب تحاشي النضال بالطريقة التي شجع عليها البعض أي النضال الذي لا ينتج عنه الا تحويل المقيمين الى مرمى سهل المنال بواسطة القمع .

سيحضر المؤتمر الاربعة الكثير من المقيمين لتمثيل رفاقهم ، وسيغتنمون الفرصة للتوجه الى مجموع الشغالين بفرنسا واطلاعهم على اوضاعهم .

ان الاس - ج . ت . ترى انه من الواجب القضاء على العزلة سواء على صعيد المؤسسة او في البيت ، فالاستغلال الذي يعانيه العامل في المؤسسة هو نفس الاستغلال الذي يعانيه المقيم بالبيت . ان المقيمين ، مع كافة الاجراء بفرنسا ، يريدون تلبية طلباتهم وسيتمكنون من ذلك ويحققون مبتغاهم .

المبينات

منذ بداية شهر جويلية ١٩٧٨ «بحاور» السيد ستوليريو ، كاتب الدولة للعمال المهاجرين . فهو يلتجئ الى المحاكم والى الشرطة للتفاوض داخل المبينات . وهو يؤكد لمن يريد الاستماع اليه بأن فرنسا لم تعد في حاجة الى المهاجرين .

لم يخف كل ذلك المقيمين بمبينات سوناكوترا ، الاديف ، AFRP ،

وغيرها ، وهم يخوضون نضالات في مبيناتهم من اجل ادخال تحسينات عاجلة ، وتلبية مطالب ذات اهمية كبرى بالنسبة للمبينات وللحريات .

اثناء المفاوضات الجارية في مبينات كثيرة ، يسمح النشاط بتحقيق انتصارات لا بأس بها وبتقوية امكانياتنا من اجل فتح مفاوضات شاملة على الصعيد القومي .

في كولومب ، قبلت تلبية بعض المطالب ، وسيقع تخصيص مليون ونصف فرنك للقيام بأشغال ترميمية . كما ان محكمة مدينة نانثير لم تقبل الامر بطرد ستة من نواب المقيمين بدعوى عدم دفع الكراء ، واعطت

من أجل انتخابات حرة (في كرايسلر)

بمقتضى أمر صدر يوم ٢ أكتوبر ١٩٧٨ ، وهو ينص على :

- أجلت الانتخابات المهنية التي كانت ستقع أيام ٦/٥ و ١١/١٠ أكتوبر .

- كلف منفذ عدلي بالسهر على اعداد وسير العمليات الانتخابية سيرا

- تضطلع لجنة مكونة من شخصيات ويرأسها المنفذ العدلي بمهمة مراقبة سير العمليات الانتخابية .

وهكذا ، وبواسطة العدالة ، تم الاعتراف بضرورة اتخاذ تدابير وقائية لحماية التصويت نظرا للوضعية الاستثنائية للمؤسسة . ويعتبر ذلك بمثابة صفة للحكومة التي ، رفضت المرار العديدة ، وبالرغم من مبادرات الاس . ج . ت . القيام بمهمتها ، اي اتخاذ تدابير خاصة من شأنها ان تفرض حرية وسلامة التصويتات في مصانع - كرايسلر -

٨٠٠٠ عاملا ، ومن بين ٣٠٠٠ مهاجرا . ان كثرة العمال هناك ، وتنوع الجنسيات ، ٢١ ، تذكرنا مي هيئة الامم المتحدة ! ان أهمية وحدة كافة الشغاليين حول مطالبهم ولمواجهة المستغل - مثل بيجو - تبدو جلية وواضحة . ٩٠٪ من هؤلاء العمال المهاجرين يعملون بمصانع التركيب ، وبالمكابس الكبيرة والصغيرة ، وغيرها . لا يوجد أمامهم أي أفق للمستقبل ، فهم - أو - آس - على مدى الحياة ! وعندما ينخرهم التعب ، يطردهم - بيجو - ويستجلب غيرهم من البلدان النائية ، من آسيا ، ومن أفريقيا .

ومن يبقى منهم ، يعمل على الماكنة ولا يفارقها الا على الساعة العاشرة والنصف مساء ، ومن يخرج منهم تبدو على وجوههم علامات التعب ، فقد استيقظوا على الساعة الرابعة صباحا ، وبدؤوا العمل على الساعة الخامسة .

كانت هيئة - اليد العاملة المهاجرة - التابعة للمؤسسة ، وقادتها ، يوزعون المناشير بينما يتوجه الرفيق الى العمال يخاطبهم بواسطة مضخم الصوت .

« نعم ، ان المؤتمر الاربعةين يستطيع ويتحتم عليه ان يقدم لكم شيئا ، س - ج - ت . أقوى ، واقترب من مشاغلكم العامة ، والخاصة بالنسبة للمهاجرين ، س - ج - ت . الضامنة الوحيدة لنجاح وتلبية مطالبنا ، حتى نكون بشرا ولا حيوانات منتجة كما تريدنا بيجو ، فرنسا .

بمبادرة من نقابة الاس . ج . ت . تمكن عمال - كرايسلر - فرنسا - اخيرا من الحصول على نجاح هام يتعلق بالانتخابات المهنية القادمة . لم يعد يخفى على احد ان اعداد وسير الانتخابات بمصنع - بواسي - كانت دائما مليئة بالمخالفات المتعددة التي تحدث بمبادرة من الادارة وذيها ،

التي كانت تسمى CFT وذلك قدمت نقابة الاس . ج . ت . شكوى ضد ادارة كرايسلر ، لدى المحكمة الجهوية ببواسي ، ترمي الى اجبار الادارة على الخضوع للقواعد المترتبة عن العقد المشترك التابع لقطاع المعادن ، وللقانون الانتخابي - وقد قام بالدفاع المحامي شارل ليدمان والمحامي أنتوان ليون - كان - وقد تحصلت نقابة الاس . ج . ت . على انتصار أول

وباعلام النقابيين اعلاما كافيا بالمشاكل حتى يكون في استطاعتهم نشر افكار الس - ج - ت . داخل العامل ، والتعريف بالمطالب وبالوسائل التي يجب اتخاذها لتحقيقها وتليبيتها ، وذلك بتعاون دائم مع الشغاليين انفسهم ، تلك هي بعض الاسئلة ، وبعض الحلول التي طرحت خلال النقاشات .

حضرنا ، في الاسبوع الموالي ، عملية توزيع المناشير على العمال المهاجرين أمام بعض مصانع بيجو ، وقد أخذ الكلمة بالمناسبة الكثير من العملة . يتعلق الامر بمظاهرة جماهيرية في اتجاه ٣٠٠٠ عاملا مهاجرا يشغلون في تلك المصانع .

من الساعة الواحدة واربعةين دقيقة بعد الزوال حتى الساعة الثانية والنصف ، يخرج من المصانع ويدخلها

تنظم النقابة نقاشات على مستوى كل معمل ، وخاصة في اتجاه العمال الذين يقع استغلالهم أكثر من غيرهم ، أي المهاجرين .

تم النقاش الاول في معمل - الميكانيك - كانت الساعة تشير الى السادسة والنصف مساء ، وهو موعد الراحة الذي يقدر بنصف ساعة . حضر الاجتماع بصحبة كاتب الفرع النقابي - كابل وفالتوريا - مترشح للهيئة التنفيذية الكنفدرالية ، ثلاثون نقابيا . الوقت ضيق ، ولا يجب اضاعته ، ويجب الشروع حالا في النقاش . شارك النقابيون فيه ، وثاروا مشاكل عديدة : الاجور المنحطة ، التعب الناتج عن رقابة العمل ، الانعزال الذي يعانيه



- الاو - آس - المهاجرون ، الحياة في المبيئات ، الرقابة التي يسلطها اعوان بيجو على العمال ، التمييزات المتنوعة التي يتعرضون لها داخل المعمل . كيف يمكن مواجهة مناورات التفرقة التي تقوم بها ادارة - بيجو - لتحطيم صفوف العمال المهاجرين والفرنسيين ، وحتى لتقسيم المهاجرين انفسهم ؟ يتحقق ذلك بضرورة تقوية الس - ج - ت . كما وكيفا ، وبمضاعفة الاتصال بين المخرطين بالنقابة وبين القادة ،



١٤٥٠٠ اجيرا ، ١١٠٠٠ عاملا من بينهم ٤٥٠٠ مهاجرا .

ذهبنا الى المصنع الجديد التابع لبيجو - ، والواقع في قلب غابة - لارمات - على بعد ١٤ كلم من الحدود الالمانية ، لكي نعرف كيف يحضر الرفاق هناك المؤتمر الكنفدرالي الاربعةين ، وخاصة مع المخرطين بالنقابة ، ومع العمال المهاجرين .

اجتمعت النقابة ، ووقع طرح السؤال التالي : ماذا يمثل المؤتمر الاربعةون بالنسبة للشغاليين ؟

لاعداد كل مؤتمر ضاعفنا من نشاطنا ، وقد كان كل مؤتمر خطوة الى الامام بالنسبة لسابقه ، فهل هناك فرق بين كافة المؤتمرات وبين المؤتمر الاربعةين ؟ نعم :

لان العمال ، يتحملون أكثر من السابق ، أزمة النظام الرأسمالي مع كل ما تتضمنه من عواقب وخيمة نعرفها جيد المعرفة ، وخاصة العمال المهاجرون : حملات الطرد ، العنصرية ، والاجور المنحطة بالنسبة - لبيجو - (٢٠ في المائة أقل من - رينو - بروفونس -) الارهاق الناجم عن العمل ، الخرق اليومي للحريات ، ولايسط حقوق الانسان كما ان المؤتمر الاربعةين ، هو أيضا فرصة وحظا يمكن من التوجه بصراحة الى أكبر عدد من النقابيين ، ومن العمال ليعبروا عن تصورهم للس - ج - ت - التي يحتاجونها لخوض نضالاتهم من أجل المطالب العاجلة والأجلة في أحسن الظروف ، وبشكل أنجع .

تاتي : البائعات لم تعد تقبل .

تاتي مشهور جدا بباريس بكونه مغارة تبيع باثمان زهيدة . ولكن الشيء الذي لا نعرفه هو الوسائل التي يستعملها لبيع تلك الاثمان . في حين ان المسألة بسيطة : تاتي يخرق القوانين .

فهو لا يدفع اجرة الساعات الاضافية ، ولا يدفع ثياب العمل (وهي اجبارية) ، ولا يحترم العمل الشهري ، الخ . ولكي يحطم كل محاوله للانتفاض ، اقام مناخا قمعيا يمس بالكرامة البشرية .

لقد تعبت العاملات من هذه الوضعية القاسية ، فوجدن الدعم لدى الس - ج - ت . ومن يجبن العرف «الذي - لا يجب - الس - ج - ت . بمغازته ، بالانخراط في صفوفها بالعشرات . وقد اعتمدن على ارادتهن الجديدة في التنظيم النقابي ، لكي يوفدن بعثة هامة تمثلهن لدى متفقد الشغل .

بطبيعة الحال ، كل ذلك أثار غضب تاتي ، فأطرد بشكل غير قانوني (السبب شفوي «الثرثرة») «قائدتين» . كما نشر عصابته عبر جناحات المغارة . . . ولكن ، في الخارج ، يتمتع أعماله بمساندة عمال الحي الذين قدموا اليهن ليعبروا لهن عن تضامنهم .



Les photos sont de : Marcel Lorre, M. Delius, Cantacuzène, Félix Rigaud, « La Tribune des Mineurs ».

MARQUER LE POINT ET TRANSFORMER L'ESSAI

Neuf centrales nucléaires en construction (d'autres en instance de commencer) rassemblent près de vingt mille salariés de la construction et de la métallurgie. Les conditions de travail y sont dures. La vie sur le chantier est rendue plus difficile du fait de l'éloignement des habitations, des commerces ou des administrations. L'action pour les revendications y est constante. La lutte des ouvriers des centrales vient d'aboutir à un premier succès remarquable.

Les patrons des travaux publics et l'EDF viennent de se voir imposer un premier accord concernant l'hébergement et l'accueil des salariés dans les grands chantiers.

Trois grèves coordonnées au niveau national ont été nécessaires pour bousculer les habitudes prises et la volonté patronale.

D'autres seront nécessaires pour régler les questions qui demeurent en suspens : les salaires notamment et aussi pour faire appliquer l'accord.

Jugeons ces premiers résultats :

- Des logements devront être prévus avant l'ouverture du chantier pour les ouvriers en situation « de célibataires ». Ils seront construits en dur. Les chambres devront être INDIVIDUELLES.
- Les cuisines, douches, laverie devront être prévues.
- Mais aussi un foyer ; des installations sportives.
- De la même manière seront installés les équipements pour caravanes.
- Mais aussi pour assurer la vie sociale sur le chantier de son épauvement, des restaurants seront aménagés, service médical, locaux sociaux et pour les organisations syndicales.
- Le transport devra être assuré entre le chantier et les groupes de logement, ceci gratuitement.
- L'ensemble devant être géré paritairement par un groupement inter-entreprises.

C'est ainsi un aspect essentiel de la politique nationale professionnelle de la Fédération CGT de la Construction qui se voit reconnu. Fruit de la lutte de tous les salariés des centrales nucléaires et de l'organisation CGT.

Nous avons rencontré dans plusieurs centrales les syndiqués pour qu'ils donnent leur opinion sur cet accord et sur l'activité de la délégation CGT.

مؤتمراً جديداً
والتجديد والاشتراك !

CGT

40^{ème} CONGRÈS

GRENOBLE 26 NOVEMBRE 2 DECEMBRE 1978

La préparation du 40^e Congrès atteindra des niveaux jamais atteints. Plus de 4.000 débats auront été réalisés ou programmés à ce jour. La discussion qui s'établit dans les entreprises est très large, tant par les sujets abordés que par la diversité des opinions qui s'échangent.

Nous donnons ci-après quelques-uns des échanges de vue qui se sont établis tant sur les revendications que la CGT doit prendre en compte et défendre que sur les questions posées par les syndiqués concernant l'organisation et l'activité de la CGT.

CENTRALE NUCLÉAIRE DE DAMPIERRE-EN-BURLY (Loiret)

LE chantier de Dampierre arrive à la phase où le Génie Civil laisse progressivement la place à l'électro-mécanique. La bataille pour le reclassement sur d'autres chantiers des travailleurs du Génie Civil se déroule en même temps que de nouvelles couches de salariés arrivent, posent des problèmes d'hébergement différents, beaucoup plus axés sur le caravanning que sur les cantonnements, par exemple.

Le chantier de Dampierre est aussi un de ceux qui par de nombreuses luttes a permis qu'un accord sur l'hébergement et l'accueil des travailleurs soit signé en juillet 1978.

Lundi 16 octobre des militants des syndicats des entreprises Ballot Davicoup, Siteb se sont réunis pour faire le point après l'entrevue que l'U.S.C. venait d'avoir avec le chef d'aménagement E.D.F. pour l'application de l'accord de juillet au chantier.

La délégation de l'U.S.C. avait demandé qu'une réunion tripartite avec les employeurs et l'E.D.F. puisse avoir lieu rapidement avec pour objectifs :

- l'amélioration et la transformation du cantonnement ;



- l'aménagement du caravanning tel que l'accord le prévoit ;

- l'ouverture de locaux sociaux avec de véritables services sociaux (C.N.P.O. - A.R.E.F., etc...), ainsi que des locaux inter-entreprises.

Le chef de l'aménagement E.D.F., après avoir contesté la possibilité des améliorations à réaliser sur le chantier, a affirmé que pour la direction E.D.F. l'accord s'appliquait principalement pour les travailleurs du Génie Civil, que d'ailleurs seule la Fédération patronale des travaux

publics était signataire et qu'en conséquence il ne devait pas s'appliquer à Dampierre.

C'est sur ce compte rendu que nous avons engagé la discussion.

Bien sûr, nous avons constaté que les mutations importantes dans le personnel du chantier ne favorisaient pas la riposte au niveau où il le faudrait.

Il est vrai que le cantonnement sera sans doute fermé à la fin de l'année, mais justement de nouvelles couches de salariés arrivent et doivent souvent se contenter de terrains et d'emplace-

ments mal équipés, de plus en plus loin du chantier, alors qu'il n'est même pas prévu de le réutiliser en le transformant, le cantonnement qui, lui, est équipé, possède des salles sociales et un groupement d'achat.

De plus, le chantier va se poursuivre encore au moins pendant deux ans, et ici comme sur les autres chantiers le fonctionnement de services sociaux du Comité inter-entreprises est nécessaire ainsi que la mise à la disposition de locaux syndicaux et de beaucoup d'autres points prévus dans l'accord.

La position de l'E.D.F. a donc été jugée inacceptable et trois dispositions ont été prises :

1) Faire connaître aux salariés le refus d'apporter toutes améliorations dans l'hébergement et l'accueil sur le chantier de Dampierre ;

2) Etablir une liste de propositions précises de toutes les améliorations prévues dans l'accord et nécessaires sur le chantier ;

3) Une réunion de tous les militants du chantier le mercredi 25 octobre pour faire le point de ce travail, le faire connaître des travailleurs du chantier.

بها الرأسمال الفرنسي الكبير . وهي تعارض السياسة الجيسكارديه التي تقوم على أساس التدخل في الشؤون الداخلية للقارة الافريقية . وهي تنضم الى النضال من أجل نظام اقتصادي جديد يتماشى مع حاجيات البلدان النامية .

تفاوض الس - ج - ت . بدون هوادة من أجل سياسة سلم حقيقية ، وفي سبيل التعايش السلمي ونزع السلاح . إذ ان السباق نحو التسليح يمثل في نفس الوقت خطرا كبيرا على الانسانية ، كما انه يتطلب نفقات باهظة على حساب المصالح الحيوية للشعوب . . . وهي لذلك تعمل من أجل القضاء على الاسلحة النووية مهم كانت صفتها ، وفي سبيل منع الاسلحة المدمرة .

الس - ج - ت - والعمل من أجل تحديد الحركة النقابية العالية : ان تطور الوضع الدولي وما يطرحه من مهام جديدة ، والتغيرات التي دخلت على الحركة النقابية العالمية منذ الحرب الباردة ، تفتح إمكانات كبرى تتطلب من كافة المنظمات تكييف نشاطاتها وأدخال إصلاحات جذرية .

لذلك اقترحت الس - ج - ت . على الاتحاد الدولي للنقابات وسائل التجديد الضروري الذي يمر ضرورة باستقلال المنظمات عن الاحزاب وعن الحكومات ، مهما كانت ، ويتطلب قدرة حقيقية في تنفيذ الاتجاهات والمقررات المتخذة . وهي تتمنى ان تسمح المبادرات التي قامت بها خلال المؤتمر التاسع للاتحاد الدولي للنقابات الذي تتعزز به كامل التعلق ، بفتح نقاش واسع داخله . . . ان الصعوبات التي برزت داخل هذا الاتحاد هي نتيجة اقحام نقابات أغلب الدول الاشتراكية لمفاهيمها النقابية . . . تمثل الدول الاشتراكية قوة تساهم في تقدم الانسانية والسلم العالمية .

أنجزت عملا كبيرا يتمثل في بناء مجتمع جديد تحدد أفقه اللومس مع ثورة أكتوبر . وقد ساهمت نقابات تلك البلدان في هذا العمل الجبار مساهمة ناجحة . غير ان ذلك لا يمكن أن يخفي الخلاف القائمة بين الس - ج - ت . ونقابات تلك البلدان والمتعلقة بالديمقراطية الاشتراكية ولا سيما دور النقابة في مجتمع اشتراكي ، وقضية علاقتها بالدولة وبالاحزاب السياسية كما ان الس - ج - ت . منشغلة جدا للاعتداءات المتكررة على حقوق الانسان التي تتواصل وتتفاقم في بعض الدول الاشتراكية ، مشوهة الشكل الذي يتصوره العمال للاشتراكية . غير ان الس - ج - ت . ترفض معاداة الاتحاد السوفياتي وتحارب الحملات التي تستهدف البلدان الاشتراكية . وهي ترفض بصراحة كل الاعمال التي ترى انها تنافس مع القواعد الاساسية للاشتراكية وللتضامن العمالي والتي تجهد نقابات الدول المعنية نفسها لتبديرها أو تسكت عنها .

تعمل الس - ج - ت . على تمكين علاقاتها مع كافة النقابات في العالم ، التابعة منها للبلدان الاشتراكية وغيرها . وهي تقوم بذلك على أساس قواعد الاستقلال التي تستلهم منها حريتها في التعبير والنقد . . . كما أنها تظل مخلصه لقواعد التضامن الطبقي والاممي وهي لا تعمل أي مجهود للحث على التعاون والتفاهم والصداقة بين عمال وشعوب العالم . . . ولتقوية وحدة كافة الشغاليين في النضال من أجل مصالحهم وحرياتهم واستقلالهم الوطني ومن أجل السلام .



بتقديم دفعة مالية أولى تقدر بخمسة الاف فرنك . وهي توجه النداء الى كافة تنظيمااتها للمساهمة في حملة التضامن هذه التي تنظمها - الاغاثة الشعبية الفرنسية .

باريس في ٢٨ سبتمبر ١٩٧٨

المنزل التي انهارت . قررت الاس . ج . ت . المساهمة ، بواسطة صندوق التضامن الكنفدرالي ، في الحملة التي تقوم بها - الاغاثة الشعبية الفرنسية لمساعدة العمال والشعب في فيتنام الذين تعرضوا لهذه المصيبة ، وذلك

٤ - النشاط الدولي في مواجهة الازمة وعواقبها

يمتاز تطور النظام الرأسمالي ، في مواجهته لازمة ، بتقوية دور الاحتكارات الدولية وخاصة في أوروبا الغربية . . .

ولكي تحافظ على دورها ومكانتها ، وخاصة تجاه النضالات المتصاعدة ، فهي تتشاور فيما بينها حتى تسطر سياسة موحدة وتحدد وسائل تطبيقها وعلى مستوى السوق الأوروبية المشتركة تحدد سياستها بقيادة الرأسماليين الأمريكيين والامان ، وتتجه نحو تكامل أكثر فيما بينها على الصعيد الاقتصادي والسياسي والاجتماعي وحتى العسكري .

هذا وان القوى الديمقراطية ، وخاصة في جنوب أوروبا تهدد سيطرة الاحتكارات . . . فهناك مقاومة لسياسة التشف والتطورات الهيكلية الاساسية التي تحتمها الازمة على الاحتكارات .

والدليل على ذلك تصاعد واتساع النضالات المطالبة التي أصبحت مصحوبة بتطلعات ديمقراطية عميقة . ان الس - ج - ت . تؤكد على تعلقها بتعاون يشمل مجموع الدول الأوروبية ، وهي تراعي واقع السوق المشتركة لتقوي عملها ونشاطها للمساهمة في إقامة حياة ديمقراطية للمؤسسات الاقتصادية والاجتماعية ، وتعارض كل ما من شأنه أن يضعف من السيادة الوطنية . . .

لذلك تؤيد الس - ج - ت . فكرة تعاون سليم يكون بمثابة قاعدة لبناء أوروبا مشتركة وديمقراطية تخدم التقدم الاجتماعي وتكون منفتحة على مجموع الدول الأوروبية . . . ان الوضع الراهن يطرح بقوة قضية وحدة العمل بين كافة نقابات أوروبا الغربية وهي تقوم بعدة مبادرات لهذا الغرض . وهي تتمنى المساهمة بروح بناءة في الاتحاد الأوروبي للنقابات . وهي لا تقبل في كل مساهماتها التي تقدمها ضمن أية منظمة دولية ، أي شكل من أشكال التفرقة . كما لا تقبل أن يمس تعاونها ذلك باستقلالها ولا بشخصيتها . . .

ان انضمام الس - ج - ت . وكافة المنظمات القومية للاتحاد الأوروبي للنقابات يسمح لهذه المنظمة بأن تكون ممثلة لمجموع القوى النقابية لأوروبا الغربية ، ويمكن من تحقيق انتصارات هامة في النضالات العمالية .

الس - ج - ت . والتضامن الطبقي الاممي : تؤكد الس - ج - ت . على تضامنها الكامل مع نضالات عمال ونقابات وشعوب البلدان المعرضة للقمع، والراوحة تحت نير الفاشستية، وكافة أشكال التمييز العنصري . وهي تؤيد مجهود الدول النامية من أجل التحرر من عواقب الاستعمار والاستعمار الجديد كما أنها تتضامن مع نضال عمال تلك البلدان من أجل مطالبهم الحيوية وحرياتهم . وهي تعد ذلك واجبا لا بد من القيام به لمواجهة المناورات الاستعمارية التي يقوم

التطلع الى السلام .

اعلم وفد نقابات الفيتنام الاس . ج . ت . عن رغبة الجمهورية الاشتراكية لفيتنام في اقامة علاقات صداقة وتعاون ، وعلى ربط علاقات حسن الجوار مع بادان جنوب آسيا . لذلك السبب يرى الفيتنام انه من الضروري حل الخلافات القائمة بين الفيتنام ، وكامبوتشيا ، وبين الفيتنام والصين عن طريق التفاوض .

بمناسبة اللقاء ، اتفق كل من الاس . ج . ت . وفيدرالية نقابات فيتنام على توسيع التعاون من أجل تطوير التضامن العمالي الدولي .

اعلم وفد فيدرالية نقابات فيتنام الاس . ج . ت . عن التخريبات الطبيعية التي حدثت في فيتنام بسبب كوارث الفيضانات التي ادت الى تحطيم الكثير من الغابات وعشرات الالاف من المواشي ، واكثر من مليوني شخص منضمر ، وعشرات الالاف من

أقام وفد عن اتحاد نقابات الجمهورية الاشتراكية لفيتنام ، يقوده الرفيق نغويان فان لينه ، رئيس ، بفرنسا من ١٦ الى ٢٧ سبتمبر ١٩٧٨ .

وفد اجري الوفد ، الذي قدم بدعوة من الاس . ج . ت . مناقشات هامة مع قيادة الكنفدرالية ومع الكثير من المناضلين وقادة الاس . ج . ت . في جهة باريس ، وفي مقاطعات : لوار ، ومارن ، والبوش دي دون ، والالب ماريتم .

بهذه المناسبة ، اكدت الاس . ج . ت . وتنظيماتها ، للوفد الفيتنامي ، على التضامن الكامل للطبقة العاملة الفرنسية في دعم العمل الذي يقوم به عمال وشعب فيتنام في اعادة بناء بلادهم وفي ارساء اقتصاد وطني لتقوية استقلال الفيتنام الذي تم نياله مقابل تضحية باهظة .

منذ انتصار ٣٠ افريل ١٩٧٥ ، يتطلع الفيتنام الاشتراكي عميق

*Nous avons vu à FR3, mercredi
25 octobre :*

« LE VOYAGE DE SELIM »

De l'Algérie au Berry

Même en 1978 il n'est pas facile d'être Algérien en France. Le scénario du film de Régina Martial peut paraître surprenant de naïveté. Vouloir découvrir la France provinciale pour y vivre quand on est employé de bureau en Algérie n'est pas, à l'origine, un acte de bravoure. Les circonstances prouveront malheureusement le contraire à Selim, qui se retrouve, un triste jour de novembre, à Châteauroux. Là il découvre la vie de ses compatriotes, immigrés de longue date. Leurs difficultés, leur nostalgie. Mais lui s'émerveille de tout. Pour tout travail il décroche une place de manoeuvre. La chance lui sourit. Il tombe amoureux de la fille d'un notable de la ville. La chance, ou plutôt la malchance.

C'est à partir de cet instant-là que les choses se précipitent et qu'il devra constater à ses dépens que le racisme est toujours impitoyablement vivant...

Le petit manoeuvre amoureux d'une princesse de la démocratie provinciale se retrouve en prison pour un crime qu'il n'a évidemment pas commis sur la personne d'une pauvre octogénaire. Mais un Algérien en France est toujours un coupable qui s'ignore...

Régina Martial n'a pas voulu dresser le réquisitoire de la France rurale raciste. Elle a simplement écrit une histoire d'amour avec des personnages qu'elle connaît bien pour avoir passé sa jeunesse dans le Berry et en Algérie. Ne pas confondre.

Ph. M.

A PROPOS DE LA SEMAINE « DU DIALOGUE » ORGANISÉE PAR STOLÉRU

(19-26 novembre 1978)

Le communiqué de la C.G.T., publié ci-dessous, résume le problème.

Une nouvelle fois, le Secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs immigrés a imposé au Fonds d'Action Sociale le financement, pour 300 millions de centimes, d'une opération qui, sous couvert d'une « semaine du dialogue » en novembre prochain, s'efforcera de masquer la réalité de la politique réactionnaire et répressive du gouvernement menée à l'encontre des travailleurs immigrés.

La C.G.T. proteste énergiquement contre une telle pratique qui consiste à prélever, sur le budget déjà insuffisant du F.A.S., des sommes considérables qui ne servent qu'à financer des opérations de propagande officielle, dans le même temps d'ailleurs où le projet de budget 1979 prévoit une réduction de 468 millions de centimes, des activités sociales immigration au chapitre « Ministère du Travail ».

La C.G.T., toutes ses organisations, ses militants et syndiqués, sous les formes les plus diverses et au cours de multiples initiatives, dans les entreprises, les foyers, les localités, les Agences de l'Emploi, etc., montreront à l'opinion publique qu'en fait de « dialogue » le gouvernement expulse en nombre croissant des travailleurs immigrés, qu'il dissout l'Association pour l'Enseignement aux Etrangers, qu'il traîne devant les tribunaux des résidents de foyers, qu'il maintient toutes les discriminations en matière de droits sociaux frappant ces travailleurs et leurs familles, qu'il ne fait pratiquement rien pour leur formation et réinsertion professionnelles, qu'il multiplie les refus de renouvellement des titres de séjour et de travail, etc...

La C.G.T. s'est toujours prononcée pour un véritable dialogue devant déboucher sur des négociations concrètes permettant de répondre aux multiples revendications des travailleurs immigrés et de leurs familles.

ALGÉRIE

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE

17 ans après :

L'Algérie indépendante et progressiste construit une nouvelle société.

Mais, en France, les violences et crimes racistes continuent à frapper particulièrement les travailleurs algériens, comme ce fut récemment le cas du jeune Ali Adjoul torturé toute une nuit dans un bar à Toulouse jusqu'à la limite de la mort.

Alors que le chômage ne cesse de s'accroître en raison de la politique néfaste du Gouvernement et du C.N.P.F., une nouvelle campagne est orchestrée tendant à rejeter sur les immigrés la responsabilité de cette situation, comme l'on fait ces jours derniers le Premier Ministre et le Secrétaire d'Etat à l'Immigration.

Des centaines de travailleurs se voient refuser le renouvellement des titres de séjour et de travail, alors que M. Stoléru parle de « retours volontaires », et on laisse entendre officiellement que les 400.000 certificats de résidence ne seront pas renouvelés automatiquement en 1979, en

violation des accords de main-d'œuvre franco-algériens.

Les licenciements prioritaires d'immigrés se multiplient, comme c'est le cas pour 180 Algériens menacés à la Générale Sucrière de Marseille.

Spéculant sur le désir légitime de nombreux immigrés de retourner dans leur pays natal, M. Stoléru bavarde sur la « formation-retour », alors que pratiquement rien n'est fait dans ce domaine et que le projet de budget 1979 prévoit pour l'immigration une réduction de 4.680.000 F des activités sociales.

Dans le même temps, le Secrétaire d'Etat se fait octroyer par le Fonds d'Action Sociale, une subvention de trois millions de francs lourds pour financer son opération démagogique « semaine du dialogue » prévue en novembre prochain.

Violences, racisme, licenciements, poursuites judiciaires contre les résidents de foyers, dissolution de l'Association pour l'enseignement des étrangers, voilà la conception du « dialogue » mise en pratique par le Pouvoir.

Ce qui, une fois de plus, met en évidence la Communauté d'intérêt et de lutte de tous les travailleurs français et immigrés contre la politique gouvernementale et patronale, qui vise toute la classe ouvrière.

A l'occasion de la Journée Nationale de l'Immigration décidée par l'Algérie en souvenir de la journée historique du 17 octobre 1961, le Bureau Confédéral de la C.G.T. renouvelle ses sentiments de solidarité à l'U.G.T.A., au peuple algérien, aux immigrés algériens en France, à l'Amicale des Algériens en France.

Il appelle ses organisations à renforcer la lutte commune de tous les travailleurs immigrés et français contre les tentatives de division, contre les actes racistes, pour le droit au travail pour tous, et pour que des mesures urgentes soient prises afin de permettre à tous les immigrés qui manifestent le désir de rentrer dans leur pays d'obtenir une véritable formation-réinsertion, et la garantie de leurs droits sociaux.

Paris, le 16 octobre 1978.

17 octobre 1961 :

Des dizaines d'immigrés algériens tombèrent sous les balles ou périrent noyés dans la Seine, des centaines furent blessés, plus de 12.000 arrêtés dans toute la France. Leur crime : avoir manifesté dans le calme pour protester contre le couvre-feu décrété à leur rencontre par le Gouvernement français et au-delà affirmer la volonté de tout le peuple algérien de recouvrer sa dignité et sa liberté dans sa patrie retrouvée, alors que la guerre coloniale faisait rage en Algérie.

- بوانتري دونيلس : ٢٤ ساعة بدلا من ٤٨ أسبوعيا .
- كابوتو : ٣٦ ساعة عوض ٤٨ أسبوعيا .

كما سجلنا عمليات طرد في المؤسسات الآتية :

- باريباي - ماروك : ١٠٠ عاملا وقتيا .
- بانيس مارال : ٣٥ عاملا وقتيا .
- سيتروان ماروك : أكثر من ١٠٠ عاملا دائما .

- سومادور : ١٢ عاملا دائما .
- سماوو : ١١ عاملا من بينهم ٣ نواب نقابيين .

- سايدا أوتو : (فولفو) تنسوي هذه الشركة طرد ٦٩ عاملا وتخفيض ساعات العمل - ٢٤ ساعة أسبوعيا .
هذا وقد بلغت عمليات غلق الشركات درجة خطيرة وقد مست المؤسسات التالية :

- باتاليك : أكثر من ٣٠ عاملا .
- شركة محمدي : (قطاع النسيج) : ٢٤٤ عاملا .
- ريكار : ١١ عاملا .
- كاشري - ج - مينيبي : ٢٤ عاملا .
- الشركة المنجمية والمعدنية : أكثر من ٤٥ عاملا من ٢٥-٩-٧٨ .

- يؤكدون العزم على مجابهة هذه التحديات والعمل على إيقاف مسلسل التشريد بكافة الوسائل المتوفرة لديهم .

- يوجهون نداء الى كافة العمال في المؤسسات وفي القطاعات المختلفة في اطار من الوعي والمسؤولية أن يعبؤوا أنفسهم من أجل خوض المعركة دفاعا عن حقوقهم ومكتسباتهم المهضومة ، وصون كرامتهم ، ووقاية أنفسهم من التشريد والحرمان .

سجلنا لحد الآن تنقيصا في ساعات العمل في الشركات التالية :

- سايدا - أوتو : ١٢ ساعة بدلا من ٤٨ أسبوعيا - وهي تفكر في غلق أبوابها .

- سوكو ترام : ١٢ ساعة بدلا من ٤٨ أسبوعيا - وهي كذلك تنوي غلق أبوابها .

- ترافور ماروك : ٤٠ ساعة بدلا من ٤٨ أسبوعيا .

- ٢٦ ساعة بدلا من ٤٨ أسبوعيا .

- معامل دونيس : ٢٤ ساعة عوض ٤٨ أسبوعيا .

- سماكورم : ٤٠ ساعة بدلا من ٤٨ كل أسبوع .

- كاروسري مارتيناز : ٤٠ ساعة عوض ٤٨ أسبوعيا .

تركيب تصرفات أرباب العمل مناورة مكشوفة

أظهرت تحيزها السافر ، وساعدت بترخيصها في عمليات الطرد والتشريد ، الامر الذي سيزيد من خطورة الوضعية الاجتماعية ، ويجر الويل على الاف الاسر وتقف مفتشية الشغل موقف المتفرج من مسلسل الطرد والتعسف دون أن تتدخل لاحترام قانون الشغل على الاقل مما يرخص تحيزها هي بدورها في هذا المضمار هذا في الوقت الذي جمدت فيه الاجور واستفحلت أزمة السكنى والعلاج ، وانتشر وباء الغلاء بشكل مهول ، وضعفت الطاقة الشرائية لدى الطبقة المحرومة الى درجة عجزها عن سد أبسط الحاجيات الضرورية .

- أمام هذه الوضعية المزرية فإن المسيرين النقابيين يستنكرون هذه السياسة التي تتصف بأفقار الفقراء واغناء الاغنياء ، وتطبيق التقشف على الطبقات المحرومة في الوقت الذي ينعم فيه المحوظون والرابون والمضاربون بامتيازات لا حد لها .

- ان المسيرين النقابيين اذ يطرحون هذه المشاكل ، يضعون الدوائر المختصة أمام مسؤولياتها ويحملونها في نفس الوقت تبعات وعواقب هذه الهجمة .

اجتمع المسيرون النقابيون ، للاتحاد المحلي لمدينة الدار البيضاء في اجتماع طارىء بمقر الاتحاد المغربي للشغل بتاريخ ٢٤ شتنبر ١٩٧٨ ، لدراسة الوضعية المتدهورة الناتجة عن الهجمة الشرسة التي يتعرض لها العمال والتي تجلت بالخصوص في الطرد الفردي والجماعي ، واغلاق المؤسسات والتنقيص من الساعات في العمل والتوقيفات المستمرة ، وبعد تحليل دقيق للحالة الاقتصادية والاجتماعية في اطارها الصحيح يؤكدون : (١)

- ان الازمة التي نعاني منها ، ليست وليدة ظروف طارئة ، بل ناجمة عن الاختيارات الفاسدة التي لا تتحمل الطبقة العاملة فيها أية مسؤولية ، بل أن منظمنا قد عبرت عن موقفها في غير ما مناسبة وقدمت الحلول الناجعة في شأنها .

- يرون أن تركيز أرباب المؤسسات على ما أسموه بالازمة الاقتصادية ، ما هي الا مناورة مكشوفة ، للهجوم على الحقوق والمكتسبات ، ورمي مئات العمال الى الشارع لينضموا الى طابور البطالة ، مدعمين في الاجراءات التعسفية ، بالسلطة المحلية التي

لذلك ومنذ أن وقع الاعلان عن الاحكام بادرت الس - ج - ت بتوجيه نداء الى كافة تنظيماتها لتقوية حملة التضامن مع الحبيب عاشور وكافة رفاقه وللقيام بالمبادرات المتنوعة في اتجاه كافة الشغالين بفرنسا ، وفي اتجاه السلط الادارية التونسية حتى يقع اللغاء الاحكام الجائرة التي صدرت ضد النقابيين التونسيين .

فقد أصدر المكتب الكنفدرالي للس - ج - ت ، أثر اجتماع عقده يوم ١٥ أكتوبر ٧٨ ، بلاغا جاء فيه بالخصوص : « ان المكتب الكنفدرالي ، المجتمع هذا اليوم ، يوجه احتجاجا صارما ضد الاحكام الصارمة التي صدرت بتونس والتي تعرض لها الحبيب عاشور وباقي النقابيين » .

يدعو المكتب الكنفدرالي كافة العمال للانضمام الى الاحتجاج . وهو يرى أنه من الواجب أن يكون رد فعل الشغالين وكافة الديمقراطيين مرفوقا بمظاهرات في باريس وفي المدن الفرنسية الاخرى .

على أثر هذا النداء نظم الاتحاد الجهوي لباريس تجمعا أمام السفارة التونسية يوم الخميس ١٢ أكتوبر حضره العديد من الوفود النقابية التي تمثل الاتحادات المحلية ، كما حضره وفد عن المكتب الكنفدرالي مؤلف من الرفيقيين - جوهاناس فالان ، وبيير جان سوس للمطالبة بالافراج فورا عن كافة المعتقلين النقابيين ، ومن المعلوم أن سفير تونس رفض مقابلة جميع الوفود .

هذا وقد آلتها العديد من التجمعات المماثلة في العديد من المدن الفرنسية - وعقدت الكثير من الاتحادات المحلية وأتحادات المحافظات التابعة للس - ج - ت . تجمعات حضرها آلاف العمال من فرنسيين ومهاجرين كما حدث ذلك يوم الاحد ١٢ أكتوبر - بسان سان ديني - .

وفي هذا الصدد وجهت الس - ج - ت ، نداءات متعددة لكافة المنظمات النقابية الفرنسية ، والدولية ، لتنسيق الجهود ، ولتوحيد حملة التضامن مع النقابيين والشغالين التونسيين ، وللقيام بالمبادرات المشتركة والتنوع لفضح المؤامرة التي دبرتها السلطة التونسية ومسؤولو الحزب الدستوري ضد الاتحاد العام التونسي للشغل للقضاء على ذاتيته واستقلاله - تلك المؤامرة التي ذهب ضحيتها عشرات من الموتى والجرحى الى جانب المحاكمات الاعتبائية التي اقيمت وتقام باستمرار في كافة المدن التونسية .

على اثر محاكمة امتازت بالمخالفات القانونية المفصوحة اذ أن اقارب النقابيين المائتين أمام محكمة أمن الدولة حرموا من حضور المحاكمات ، كما اقدمت السلطة التونسية على طرد العديد من الوفود النقابية التي تمثل المنظمات العمالية ومن بينها الس - ج - ت . وطرد المبعوثين الصحفيين ، أضف الى ذلك دوس حقوق الدفاع ، فالمحامون طالبوا بتأجيل المحاكمات حتى يمكنهم الاطلاع على ملفات التهم ، فأجابتهم المحكمة بحرمانهم من القيام بمهمتهم وبتسخير عدد محدود من المحامين للدفاع عن المتهمين . وذلك دون استشارة المعنيين بالامر ، ثم أن المتهمين أنفسهم لم يتمكنوا من الدفاع عن أنفسهم ومن أثبات براءتهم مثل الحبيب عاشور الذي طالب منذ مدة بمواجهة مسؤولين من الحزب الدستوري ومن الحكومة يرى أنهم هم المسؤولون الحقيقيون عن احداث ٢٦ جانفي ، على أثر كل ذلك أصدرت المحكمة احكاما بالاشغال الشاقة تتراوح من ١٠ سنوات حتى الستة أشهر ، هذا في حين انعدام الحجج التي تثبت ما وجه الى القادة النقابيين من تهم باطلة .

ان محاكمة الحبيب عاشور ورفاقه أثبتت بكامل الوضوح أن المقصود هو القضاء على الحركة النقابية الحرة ، وعلى استقلالية الاتحاد العام التونسي للشغل ، خاصة بعد أن أصبح هذا يمثل مطامع جماهير عمالية واسعة ويعمل على حمايتهم من عواقب الازمة الاقتصادية والاجتماعية التي تعانيتها تونس ، ويسعى الى أن يلعب دوره كاملا في الحياة السياسية التونسية ويطالب بارساء حياة ديمقراطية حقيقية وبوضع حد لتدخل الحزب الدستوري في شؤونه . وليس أدل على ذلك مما جاء في تدخل نائب الحق العام الذي لم يتجاوز ما نشره الحزب الدستوري قبل أشهر في « الكتاب الازرق » .

هذا وان سمح التضامن الدولي مع النقابيين التونسيين ، وكذلك المقاومة النقابية الداخلية ، بانقاذ الحبيب عاشور ورفاقه من حكم الاعدام ، الشيء الذي طالب به النيابة العمومية ، فان الاحكام التي صدرت ضدهم هي احكام ظالمة لانها لا تقوم على أساس أية حجة ملموسة ، لذلك ينبغي مواصلة الجهود ، ومضاعفة حملة التضامن للمطالبة باطلاق سراح الحبيب عاشور وكافة النقابيين المعتقلين ظلما ، والمطالبة بعودة الحياة الديمقراطية للمنظمة العمالية التونسية ، وبالاحترام الفعلي للحريات النقابية ، ولكرامة الانسان وحقوقه .